

**L'ÉDITO**

par Philippe MARTIN

## L'insouciance, toujours ?

**La menace est un mal étrange qui ronge peu à peu notre insouciance. Mais il existe peu de vrais antidotes.**

La drôle de guerre, la drôle d'ambiance. Ni tout à fait la guerre ni tout à fait la paix. Du moins la paix des esprits. Une sourde inquiétude s'est emparée de la population, ne sachant plus s'il faut continuer à vivre indifféremment des événements de Paris ou se préoccuper de ces menaces qui pèsent sur notre mode de vie. En témoigne ce courrier envoyé hier par Joëlle Milquet, la ministre de l'Enseignement, à l'intention des directeurs d'école. Comment rester serein et peut-on considérer que l'on vit de manière tout à fait insouciante lorsqu'on évite certains voyages scolaires ou lorsqu'il faut prendre des « *mesures de vigilance adéquates* » à l'occasion des fancy-fairs ? Question sans réponse... Et la même interrogation resurgira, d'ici quelques jours, au moment des marchés de Noël et des

fêtes de fin d'année. Va-t-on s'installer, en Belgique en Europe, dans une société de vigilance permanente, quelque part à mi-chemin entre indifférence et paranoïa ? Dans un mode de vie

comparable à celui que connaissent de nombreux Américains et presque tous les Israéliens, pour faire croire aux terroristes qu'ils n'ont pas (tout à fait) remporté la victoire... Vivre dans l'insouciance, c'est aussi, paradoxalement, accepter de déléguer, d'abandonner ce rôle de surveillance accrue aux autorités et aux forces de police. Tout en sachant que ces services de sécurité doivent être dotés de gros moyens humains, financiers et techniques pour être pleinement efficaces. Mais cette attitude-là peut-elle encore s'accommoder de l'idée d'insouciance ? Sachant, par ailleurs, qu'une action optimale de la police ne parviendra jamais à éliminer totalement le danger, comme le prouvent les récents contrôles des frères Abdeslam, en Belgique, avant d'être relâchés !

Une drôle de guerre, donc. Ou une paix armée. Parce qu'il ne fait aucun doute, du reste, que tous ceux qui critiquent

aujourd'hui le renforcement des mesures de sécurité seront aussi ceux qui, demain, exigeront des comptes du gouvernement et de la police si une bombe devait encore exploser quelque part.